

Diagnostic patrimonial et étude de transfert des compétences Eau Potable – Assainissement

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)

Marché public de prestations intellectuelles

Marché passé selon la procédure adaptée
Article L 2123-1 du code de la commande publique

19- PA- 10

Sommaire

ARTICLE 1 : CONTEXTE DE L'ETUDE	3
ARTICLE 2 : PERIMETRE DE L'ETUDE	3
ARTICLE 3 : OBJET DE L'ETUDE	4
ARTICLE 4 : CONTENU DE L'ETUDE	5
4.1 accompagnement dans la mise en œuvre du transfert de compétences au 01/01/20	5
4.1.1. Accompagnement technique, juridique, administratif et financier de l'intercommunalité	5
4.1.2. Communication auprès des différents acteurs	6
4.2 Etat des lieux	6
4.2.1 Etat des lieux administratif et juridique	6
4.2.2. Etat des lieux technique	7
4.2.3. Etat des lieux financier	8
4.2.4. Evaluation des performances des services	9
4.3 Définition d'un objectif de service type et mise à niveau des services	9
4.3.1. Définition d'un objectif de service type	9
4.3.2. Comparaison des performances des services actuels avec le service type	9
4.3.3. Prospective de mise à niveau des services	10
ARTICLE 5 : ORGANISATION ET PILOTAGE DE L'ETUDE	10
5.1 – Pilotage de l'étude	10
5.1.1- <i>Comité technique</i>	10
5.1.2 – <i>Comité de pilotage</i>	10
5.1.3 – <i>Commissions, comité des maires et/ou conseil communautaire</i>	11
5.2- Modalités d'échanges	11
ARTICLE 6 : RESTITUTION DE L'ETUDE	12
ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE	12

Article 1 : CONTEXTE DE L'ETUDE

Dans le cadre de la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ainsi que de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes, la communauté de communes des Portes Euréliennes d'Ile de France exercera de plein droit, au lieu et place de ses communes membres, la compétence Eau au 1^{er} janvier 2020.

S'agissant de l'assainissement, la minorité de blocage pourrait s'exprimer au plus tard le 30/06/2019 et s'opposer au transfert de cette compétence en le reportant au plus tard au 1^{er} janvier 2026. Néanmoins la volonté politique des élus communautaires est de ne pas s'opposer à ce transfert au 1^{er} janvier 2020.

Afin de préparer ces transferts, une réflexion doit être menée dans le cadre d'une étude, objet du présent cahier des charges.

Article 2 : PERIMETRE DE L'ETUDE

Le périmètre de l'étude concerne l'ensemble des communes du territoire des Portes Euréliennes d'Ile de France. (Voir cartes - annexe au Cahier des charges)

La population totale de ce territoire est de 50 000 habitants environ.

Les territoires couverts par des syndicats mixtes à cheval sur au moins deux EPCI ne seront pas étudiés.

Seront donc étudiés les territoires suivants :

Production d'eau potable	SMIPEP (Pierres, Villiers le Morhier, Saint Martin de Nigelles), Syndicat de Pompage de la Région de Soulaire (Soulaire, Saint Piat, Mévoisins), Syndicat des Eaux de Yermenonville/Gas/Bailleau (Yermenonville, Armenonville, Moineaux commune de Gas) Syndicat des eaux le Gué/Levainville (Le Gué de Longroi, Levainville), Auneau-Bleury-Saint Symphorien, Aunay sous Auneau, Béville le Comte
Distribution d'eau potable	Pierres, Syndicat des eaux St Piat /Mévoisins (Saint Piat, Mévoisins), Syndicat des Eaux de Yermenonville/Gas/Bailleau (Yermenonville, Armenonville, Moineaux commune de Gas) Syndicat des eaux le Gué/Levainville (Le Gué de Longroi, Levainville), Syndicat des eaux Villiers/St Martin (Villiers le Morhier, St Martin de Nigelles) Soulaire, Bailleau-Armenonville, Gallardon, Ecrosnes, Gas, Ymeray, Auneau-Bleury-Saint Symphorien, Aunay sous Auneau, Béville le Comte, La Chapelle d'Aunainville, Maisons, Modonville Saint Jean, Morainville, Lethuin, Vierville, Chatenay

Assainissement collectif	Pierres, Villiers le Morhier, Saint Martin de Nigelles, Syndicat des eaux St Piat /Mévoisins (Saint Piat, Mévoisins), Soulaire, Yermenonville, Syndicat d'assainissement de Bailleau / Gallardon (STEP) Bailleau pour les réseaux Gallardon pour les réseaux Gas, Ecrosnes, Ymeray, le Gué de Longroi, Auneau-Bleury Saint Symphorien, Aunay-sous-Auneau, Béville le Comte
--------------------------	---

Article 3 : OBJET DE L'ETUDE

La présente consultation a pour objet une étude stratégique pour la prise des compétences « eau potable » et « assainissement » en définissant les points suivants :

- Un appui juridique et technique pour l'élaboration de conventions de gestion et l'organisation d'une phase transitoire au transfert
- un diagnostic patrimonial des équipements
- une méthodologie de transfert de ces compétences à l'issue de la période transitoire

et une modélisation des services eau potable et assainissement à moyen-terme.

Cette étude consiste donc à définir les modalités et les conséquences financières, administratives, techniques et juridiques d'un transfert des compétences eau potable et assainissement à la communauté de communes des Portes Euréliennes d'Ile de France.

D'une manière générale, cette étude doit constituer une aide à la décision afin que les élus puissent gérer le service communautaire en toute connaissance de cause.

L'étude a pour objectif de :

- Sécuriser les documents nécessaires à la période transitoire
- Assister la collectivité dans une période transitoire après transfert
- Caractériser les services existants
- Définir la qualité de service attendue pour tous les services
- Evaluer les évolutions nécessaires pour chaque service
- Proposer des modes de gestion et évaluer différents scénarii.

Plusieurs étapes devront donc être étudiées pour orienter la communauté de communes dans ses choix sur la base d'un état des lieux, d'une analyse multicritère des services existants et des besoins futurs des territoires.

Article 4 : CONTENU DE L'ETUDE

4.1 Accompagnement dans la mise en œuvre du transfert de compétences au 1^{er} janvier 2020

4.1.1. Accompagnement technique, juridique, administratif et financier de l'intercommunalité

Le titulaire accompagne les services pour préparer le transfert. Il s'agit de fournir des informations précises au maître d'ouvrage sur les démarches à suivre et les délais à respecter et enfin, de l'assister et le conseiller dans ses projets de délibérations et autres documents administratifs utiles au bon déroulement de la prise de compétence.

La mission est basée sur un accompagnement solide et des conseils sur les plans technique, juridique, administratif et financier ainsi que le suivi intégral de la procédure de transfert de compétence. Le titulaire est chargé des missions suivantes :

- élaboration d'un échéancier détaillé faisant apparaître l'ensemble des opérations à accomplir et procédures à conduire pour le transfert : planification des opérations juridiques (délibérations des structures...), opérations budgétaires (élaboration du budget annexe...), transfert du personnel, notification aux cocontractants de la substitution, communication auprès des usagers, avec précision des échéances pour chaque collectivité ;
- proposition d'une trame de règlement de service qui soit totalement fiable juridiquement ;
- conseil méthodologique et relecture des conventions de gestions établies avec les communes pour une période transitoire de 2 ans renouvelables une fois.
- conseil méthodologique et relecture de toutes les pièces administratives, juridiques et financières à mettre en œuvre dans le cadre de la procédure de transfert de compétence, avec les collectivités concernées : délibérations des communes, élaboration/modification des statuts, transferts des marchés en cours, transfert des emprunts, y compris l'assistance à la réalisation de la procédure de dissolution des syndicats, le cas échéant (rédaction des pièces juridiques et comptables : clôture des comptes) ;
- rédaction dans l'assistance au transfert des biens mobiliers et immobiliers (véhicules, matériel d'exploitation, bâtiments, usines, réseaux, postes, téléphonie, informatique...) des collectivités à l'intercommunalité : identification et inventaire précis des biens concernés, identification du propriétaire (communes, syndicats...) de chacun des biens concernés (le propriétaire du bien pouvant parfois être différent du gestionnaire du service), établissement des schémas de transfert des biens (mise à disposition ou transfert en pleine propriété) ; assistance à la rédaction des procès-verbaux de mise à disposition et des délibérations de transfert de propriété ;
- conseil méthodologique dans l'assistance au transfert des conventions existantes avec des collectivités extérieures (d'achat ou de vente d'eau, de déversement ou de réception d'effluents) et des contrats d'électricité et d'assurance : réalisation d'un inventaire des contrats et détermination des modalités de transfert ;
- conseil méthodologique dans l'assistance à la rédaction d'avenants aux contrats de délégation de service public, aux contrats de prestation et élaboration d'un inventaire de l'ensemble des prestations de service pour l'eau/l'assainissement et étude des regroupements possibles ;
- conseil méthodologique et relecture dans l'assistance à la préparation des budgets annexes eau/assainissement de l'intercommunalité pour l'année du transfert : appui dans l'établissement du budget primitif et de ses annexes spécifiques (état du personnel, état des immobilisations et des subventions, état de la dette). Les éléments issus de la prospective, ainsi que les résultats des arbitrages permettront de l'alimenter ;
- simulations tarifaire permettant de déterminer les tarifs à appliquer dans les collectivités, nécessaires pour équilibrer le(s) budget(s) d'eau/d'assainissement de l'intercommunalité, en fonction de la programmation prévisionnelle des investissements pour l'année du transfert ;

- conseil méthodologique dans l'assistance au transfert du personnel : détermination des modalités de transfert, inventaire précis du personnel (noms, statuts, fonctions, temps travaillé, mises à disposition...), préparation d'un organigramme à l'échelle de l'intercommunalité, inventaire des formations à réaliser pour les agents transférés ;

Il est indispensable que toutes les missions à réaliser dans le cadre de l'accompagnement dans la mise en œuvre du transfert soient effectuées en étroite collaboration avec le maître d'ouvrage.

4.1.2. Communication auprès des différents acteurs

Le prestataire doit proposer une stratégie de communication auprès des différents acteurs du service de l'eau et/ou de l'assainissement : usagers, des collectivités exerçant les compétences avant le transfert, institutionnels (Agences de l'eau, DDT, conseils départementaux, services de la Préfecture, DDFip, etc.), qui sera travaillée avec le maître d'ouvrage : il s'agit de définir les opérations de communication (nature, contenu...) qui permettront de les informer des motivations de ce projet comme des bénéfices qu'en retireront les territoires et les populations desservies.

4.2 Etat des lieux

La mission du titulaire est de recueillir et de faire la synthèse des données en matière d'eau potable et assainissement sur le territoire concerné afin d'établir un état des lieux précis et détaillé de l'organisation et de la gestion de ces compétences sur le territoire.

Afin d'obtenir les informations nécessaires à l'étude, le titulaire devra solliciter directement les services, à partir de la liste de contacts fournie par le maître d'ouvrage pour récupérer les documents et informations manquantes. Le titulaire prendra contact avec chacune des structures gestionnaires (élus, responsables techniques, financiers et juridiques), et organiser avec eux, un entretien permettant d'expliquer le besoin de disposer les informations non encore collectées par le maître d'ouvrage.

Le titulaire doit prévoir au minimum une réunion (téléphonique ou physique) dans chaque collectivité gestionnaire et avec le délégataire le cas échéant, afin de récupérer l'ensemble des documents disponibles.

Au préalable, un questionnaire personnalisé par structures gestionnaires, élaboré par le titulaire en concertation avec le maître d'ouvrage, en fonction des informations déjà obtenues par le maître d'ouvrage et validé par ce dernier, doit être envoyé à chaque collectivité avant le rendez-vous, afin que ces dernières préparent l'ensemble des éléments nécessaires.

Il sera dressé un récapitulatif par autorité compétente, comprenant :

- un état des lieux administratif, RH et juridique
- un état des lieux technique et informatique
- un état des lieux financier

Les non-conformités avec la réglementation en vigueur seront mises en évidence. Le prestataire utilisera les moyens graphiques dont il dispose pour illustrer cet état des lieux (cartes, tableaux, schémas...).

4.2.1 Etat des lieux : administratif et juridique

Le titulaire doit définir ou établir pour chaque service :

- le périmètre et préciser ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement
- la date de début d'exercice de la compétence (pour les intercommunalités compétentes)
- la population desservie (permanente et saisonnière)
- la nature du mode de gestion (régie, type de délégation de services publics...)

- les contrats en cours : nature (prestations de service...), contenu, durée des contrats (origine, échéance), montants ainsi que les dispositions de fin de contrat (sort du personnel, sort des biens) et les modalités de transfert
- la conformité des services par rapport aux obligations réglementaires (rendement des réseaux, qualité de l'eau potable, qualité des effluents)
- les relations conventionnelles existantes entre les différentes autorités compétentes ainsi que leurs avenants :
 - conventions de vente d'eau/ d'achat d'eau en gros (collectivités concernées, objet, durée et conditions financières),
 - conventions de mises à disposition (d'agents) à temps partagé,
 - conventions relatives au recouvrement et au reversement de parts du prix du service perçues pour le compte d'autres intervenants (collectivités et délégataires éventuels) et conditions de transfert des conventions existantes
- les prestations réalisées en sous-traitance et le type de marché (ponctuel, à bons de commande...)
- la situation juridique (autorisation de prélèvement et DUP de protection des captages d'eau potable)
- un recensement des moyens humains affectés aux services et les tâches exécutées (audit RH) : personnel affecté à la gestion administrative et/ou à l'exploitation du service (nombre d'agents, nombre d'ETP, temps consacré au service, tâches réalisées...), formations suivies, habilitations détenues, statut du personnel
- l'assujettissement à la TVA
- l'entité réalisant la facturation du service
- la gestion clientèle (accueil physique et téléphonique, agence et compte en ligne, service client 24h/24 et 7j/7, modes de paiement possibles, existence d'une astreinte...)
- l'existence éventuelle au sein de la structure d'un bureau d'étude et/ou d'une cellule marché.

4.2.2. Etat des lieux : technique

Le titulaire évalue le patrimoine de chaque service selon les données fournies par le volet patrimonial, les autorités compétentes et par les exploitants.

En matière d'eau potable

- le nombre d'abonnés et l'assiette de facturation (historique sur les 3 dernières années)
- les volumes d'eau brute prélevés, volumes d'eau potable distribués et achetés (historique sur les 4 dernières années)
- l'existence d'outils de connaissance : schémas directeurs, plans des réseaux et des ouvrages, inventaire des ouvrages, bases de données, SIG, zonages, ...
- les ressources, captages, moyens de productions, de pompage et de traitement
- l'origine de l'eau brute
- les problèmes de qualité d'eau éventuels
- les ouvrages de stockage existants (nombre et capacité)
- les réseaux existants (linéaire, âge) et pour l'assainissement les réseaux unitaires et séparatifs
- le nombre de branchements (identification de la présence éventuelle de branchements collectifs)

- les compteurs (généraux, de sectorisation et particuliers) : nombre et pyramide des âges
- l'existence d'un système de télégestion
- l'âge et l'état général des différents équipements
- les équipements de défense extérieure contre l'incendie
- le suivi et l'entretien régulier réalisés : recherche de fuites, réparations de fuites... (en termes qualitatif et quantitatif)
- le renouvellement des réseaux et des branchements (taux de renouvellement, linéaire renouvelé annuellement, critères de choix...)
- un état des programmes de travaux en cours, à venir ou à l'étude
- les dysfonctionnements éventuels (quantité ou qualité de la ressource, insuffisance du réseau...)
- les interconnexions des infrastructures avec celles d'autres collectivités
- la réalisation des avis sur les DT-DICT
-

En matière de l'assainissement

- le nombre d'abonnés et l'assiette de facturation (historique sur les 4 dernières années)
- l'existence d'outils de connaissance : schémas directeurs, zonages, plans des réseaux et des ouvrages, inventaire des ouvrages, bases de données, SIG...
- les réseaux unitaires et séparatifs eaux usées (type, linéaire, âge)
- les stations de traitement existantes et charges organiques et hydrauliques reçues
- le nombre de branchements eaux usées et unitaires (en distinguant branchements eaux usées non domestiques et branchements eaux usées domestiques)
- les postes de relèvement
- les déversoirs d'orage (nombre, régime déclaration/autorisation, milieu récepteur), les bassins d'orage
- l'existence d'un système de télégestion
- l'âge et l'état général des différents équipements
- le suivi et l'entretien régulier réalisés : interventions sur le réseau (curage préventif, désobstructions, ITV, contrôles...),...
- le renouvellement des réseaux et des branchements (taux de renouvellement, linéaire renouvelé annuellement, critères de choix...)
- un état des programmes de travaux réalisés, en cours, à venir ou à l'étude
- les dysfonctionnements éventuels (points noirs du réseau, problèmes d'eaux claires parasites....)
- les interconnexions des infrastructures avec celles d'autres collectivités
- la réalisation des avis sur les DT-DICT

Lors de la restitution de l'état des lieux, le titulaire remettra une copie numérisée des plans des réseaux, des plans de schémas, fiches techniques relatifs aux équipements recensés (réseaux, usines, stations, compteurs, ouvrages techniques).

4.2.3. Etat des lieux : financier

Le titulaire doit effectuer une analyse rétrospective du des données financières de chaque service sur les 3 dernières années.

A ce titre, il doit définir pour chaque service :

- le prix du service au m³ pour une facture type de 120 m³, sa décomposition et la structure tarifaire mise en œuvre (y compris une analyse de la légalité de la tarification vis-à-vis de la réglementation en vigueur), la périodicité de la facturation (annuelle, trimestrielle...);
- les dépenses de fonctionnement réalisées et les éventuelles dépenses non impactées aux services (imputation des charges de personnel du service au budget général...) ou les dépenses impactées à tort. Le prestataire veillera en particulier à quantifier, de la manière la plus précise possible, le travail bénévole effectué par les élus en charge du service (ou par tout autre intervenant) pour intégrer ces éléments de coûts à l'analyse ;
- la liste des travaux réalisés au cours des quatre dernières années et les montants financiers correspondants ainsi que les subventions affectées ;
- l'origine et le montant des recettes de fonctionnement : participation du budget général au budget annexe (au titre des eaux pluviales ou autre), recettes liées à la facturation du service, vente d'eau potable en gros... ;
- la prise en compte et l'état des amortissements existants ;
- le taux d'impayés et son évolution;
- une analyse budgétaire rétrospective (sur les 3 dernières années) portant sur :
 - les équilibres financiers : équilibre d'exploitation (analyse des niveaux d'épargne et de la capacité d'autofinancement) équilibre d'investissement et équilibre de trésorerie
 - l'encours de la dette (différents emprunts, annuités, taux, durées, durée d'extinction de la dette)

4.2.4. Evaluation des performances des services

L'analyse de la qualité du service rendu comprend la description du niveau de qualité du service sur la base des indicateurs de performance définis dans la réglementation (arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement) afin de mesurer la qualité du service. Le prestataire peut ajouter d'autres indicateurs (état financier du service, organisation d'un service d'astreinte...). Il est demandé au titulaire de proposer lors de la réunion de lancement les indicateurs pertinents qu'il pense utiliser.

4.3 Définition d'un objectif de service type et mise à niveau des services

4.3.1. Définition d'un objectif de service type

Le prestataire propose, pendant l'exécution du marché, des objectifs de performance et de qualité à atteindre (indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux, indice de protection de la ressource en eau, rendement des réseaux d'eau potable, taux de renouvellement des réseaux, service d'astreinte...) pour définir un service de qualité qui répondent à la réglementation et à l'attente actuelle des usagers des services, tout en tenant compte des spécificités du territoire.

Le niveau de performance préfigurerait celui attendu pour la future structure de gestion. Un délai peut être défini en COPIL pour l'atteinte de cet objectif de service type.

Le prestataire peut utiliser les principaux indicateurs décrits précédemment dans l'évaluation des performances (arrêté du 2 mai 2007...). L'objectif de service type est discuté puis validé par le COPIL (à valider par une délibération du conseil communautaire).

4.3.2. Comparaison des performances des services actuels avec le service type

Le titulaire doit définir la qualité des services du territoire au regard du service type défini. La collectivité pourra ainsi mesurer quels sont les domaines où les mises à niveau seront nécessaires pour atteindre le service de qualité escompté.

4.3.3. Prospective de mise à niveau des services

Le prestataire définira les améliorations et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif de qualité du service type, en fonction du délai d'atteinte de l'objectif (s'il a été défini) associé à l'objectif, en prenant en compte les programmes d'investissement déjà existants.

La prospective est établie par service, en reprenant le découpage actuel :

- l'adaptation des moyens de fonctionnement (tâches supplémentaires pour les services ou à réaliser par des prestataires extérieurs, éventuels moyens humains et matériels supplémentaires à mettre en place) ;
- l'évaluation des investissements : la définition des investissements à prévoir sera établie avec chaque collectivité compétente (travaux relatifs à l'entretien, au renouvellement ou à la construction de nouveaux équipements/ouvrages, aux extensions de réseaux, aux modifications d'ouvrages existants, aux mises en conformité avec la réglementation...) ; un programme pluriannuel sur 6 ans sera à établir.
- l'évaluation des coûts d'investissement et des coûts de fonctionnement (dont amortissements) sera précisée ;
- une proposition de programmation budgétaire sera définie (programme de travaux et d'actions).

L'étape de mise au point du programme de travaux à réaliser sur 6 ans doit être particulièrement soignée. Il est demandé que ce programme soit sérieusement consolidé (financement) : il doit être l'objet d'un échange avec chaque collectivité compétente pour établir un bilan précis du programme de travaux. Le programme de travaux relatif à chaque collectivité compétente doit faire l'objet d'une validation par le(s) élu(s) de la collectivité.

Article 5 : ORGANISATION ET PILOTAGE DE L'ETUDE

Le bureau d'études prévoit l'animation, la réalisation des documents de travail et le secrétariat des réunions suivantes :

5.1 – Pilotage de l'étude

5.1.1- Comité technique

Le comité technique sera composé du bureau d'études, du ou des représentants de la communauté de communes (vice-Président concerné par les compétences eau et assainissement et services).

Il sera destinataire des rendus au moins deux semaines avant la tenue des comités techniques.

Le comité technique accompagne le bureau d'études dans ses missions et émet un avis sur les prestations et rapports présentés en comité de pilotage.

5.1.2 – Comité de pilotage

Un comité de pilotage sera constitué pour le suivi et la validation des différentes étapes de l'étude. Ce comité sera composé, à minima, de représentants des organismes suivants :

- Maître d'ouvrage de l'étude (élus et services)
- Bureau d'études retenu

- Département d'Eure-et-Loir,
- Agence de l'Eau Seine-Normandie,
- Agence Régionale de la Santé,
- Direction Départementale des Territoires

4 réunions de COPIL sont à prévoir au lancement de l'étude et à l'issue de chaque phase :

- lancement de l'étude
- état des lieux et évaluation des performances du service
- définition d'un service type
- perspectives de mise à niveau du service

Les documents de présentation doivent être remis au maître d'ouvrage 15 jours avant la date du COPIL.

Des réunions supplémentaires pourront être tenues en cas de besoins. Le prestataire doit proposer un prix unitaire.

5.1.3 – Commissions, comité des maires et/ou conseil communautaire

Le titulaire pourra être sollicité, à la demande du maître d'ouvrage, d'assister à des commissions « eau et assainissement », CLECT et/ ou conseil communautaire. Son rôle se limitera alors à proposer une présentation de base de celles déjà réalisées en comité de pilotage et à répondre aux interrogations des élus.

Le titulaire proposera dans son offre un montant forfaitaire pour une réunion, dans la limite de 6 réunions (dont 4 maximum en soirée (commission, comité des maires ou conseil communautaire) pour l'ensemble de la mission.

Les documents de présentation doivent être remis au maître d'ouvrage 2 semaines avant la date de réunion.

Afin de permettre une programmation anticipée des réunions afin de s'assurer d'une présence optimisée des membres, le titulaire informera régulièrement les services de l'avancement de sa mission et de ses objectifs de dates de restitution.

5.2- Modalités d'échanges

Le titulaire proposera une méthodologie de travail avec les services pour organiser les points d'avancements intermédiaires en cours de phase.

Selon les thèmes abordés, l'interlocuteur des services devra disposer des compétences de juriste, de financier, d'ingénieur/technicien réseaux, spécialiste en procédé de traitement de l'eau de l'assainissement.

Article 6 : RESTITUTION DE L'ETUDE

Les rapports d'étude doivent constituer un outil d'aide à la décision. C'est pourquoi, il est demandé au titulaire d'apporter un soin particulier à la rédaction de tous les documents (informations claires, concises et synthétiques, éléments secondaires séparés dans des annexes thématiques, privilégier au maximum les informations essentielles à la prise de décision...).

Le bureau d'études titulaire doit remettre au maître d'ouvrage un rapport intermédiaire à la fin de chaque phase puis un rapport final de synthèse en format numérique. Ces rapports transmis au plus tard 15 jours calendaires avant chaque réunion pourront être amendés en fonction des modifications apportées en comité technique et de pilotage. Ces rapports seront joints au compte-rendu des réunions.

En fin d'étude, le titulaire établira un dossier final reprenant l'ensemble des rapports corrigés des remarques émises lors des réunions du comité technique et du comité de pilotage. Ce dossier sera fourni :

- en 2 exemplaires papier dont un reproductible
- au format numérique (doc, xls pdf) : 1 CD-Rom

Les logos de la collectivité maître d'ouvrage et des financeurs doivent figurer sur les documents.

En outre, il est demandé au bureau d'études titulaire que les informations et les données recueillies lors des différentes phases, soient rassemblées dans une ou plusieurs bases de données (de type tableur Excel ou autre) et transmises au maître d'ouvrage en fin d'étude.

Article 7 : DUREE DU MARCHE

La durée totale du marché est de 18 mois maximum à compter de sa date de notification. La durée du marché est fonction de la durée nécessaire à l'exécution de chaque étape.

La date de démarrage de l'étude est prévue mi-juin 2019.

Accompagnement dans la mise en œuvre du transfert de compétences : 6 mois (jusqu'au 31 décembre 2019)

Etat des lieux : 1 an (pour juin 2020)

Définition d'un service type : 6 mois (décembre 2020)

Si le prestataire propose dans son offre des délais de réalisation plus courts, ils sont contractuels et s'appliquent.